
LES AUTEURS DE LA SEMAINE

LES AUTEURS DE LA SEMAINE

Nicolas Auché, avocat. Luc Brunet, responsable de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale, chargé d'enseignement vacataire à l'université de Limoges. François Cassan, chef du bureau du...

ACTUALITÉS

199 La fin de vie : l'histoire sans fin ?

POINTS CLÉS ► Depuis 2022, la question d'une évolution des dispositions législatives entourant la fin de vie se trouve au cœur de nombreux débats. Au printemps dernier, le vote du projet de loi...

202 Qui juge la délibération d'une association foncière de remembrement disposant de son domaine privé ?

T. confl., 7 avr. 2025, n° C4331, assoc. Protection des territoires gâtinais : Lebon T. C'est le juge administratif qui traite de la légalité de la délibération d'une association foncière de...

204 Les prescriptions au bon vouloir de l'Administration

CE, sect., avis, 11 avr. 2025, n° 498803, Sté AEI Promotion : Lebon La possibilité d'assortir une autorisation de construire de prescriptions spéciales n'entache pas d'illégalité le refus de permis de...

206 Modulation de la contribution des pensionnaires d'un établissement accueillant des personnes handicapées : une faculté ouverte au département mais fermée au juge

CE, 9 avr. 2025, n° 488079, Dpt Haute-Garonne : Lebon T. Le Conseil d'État juge que les établissements assurant aux personnes en situation de handicap un entretien complet, dont il précise la...

200 Publication de la loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »

L. n° 2025-237, 11 avr. 2025 : JO 12 avr. 2025 Cerema, communiqué, 14 avr. 2025 La loi n° 2025-327 du 11 avril 2025 vise à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » en mettant...

203 L'habilitation du syndic, c'est du passé

CE, 9 avr. 2025, n° 492236, Syndicat des copropriétaires de la résidence Les Jardins d'Ys : Lebon T. Seuls les copropriétaires, ensemble ou isolément, peuvent utilement contester le défaut...

205 Une OAP dans un espace boisé du PLU

CE, 9 avr. 2025, n° 492224, Société IP : Lebon T. Un projet d'aménagement sur la partie d'un espace boisé ouvert à l'urbanisation ne contrarie pas l'objectif d'une OAP qui prévoit la cession de la...

À la Cour de cassation

207 Indemnisation des dommages subis par un concessionnaire d'ouvrage public : une action personnelle soumise à prescription quinquennale Cass. 3 e civ., 10...

CHRONIQUE

Chronique de déontologie de la vie publique locale Actualités de juillet à décembre 2024

Cette chronique est destinée à tous les acteurs de la déontologie publique locale, qui contribuent, par les conseils qu'ils prodiguent, les mesures qu'ils recommandent ou mettent en œuvre, les...

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

2106 Les collectivités territoriales à la conquête de la planète IA

La délégation aux collectivités territoriales du Sénat a publié récemment un rapport intitulé « L'IA, une révolution pour nos collectivités ? » Levant le voile sur cette technologie, les sénateurs...

2107 La charte nationale d'engagement pour l'assurabilité des collectivités : contenu et perspectives

La charte nationale d'engagement pour l'assurabilité des collectivités, signée le 14 avril 2025 par le Gouvernement, France Assureurs et les associations d'élus locaux, constitue une réponse...

CONTRATS / COMMANDE PUBLIQUE

2108 Exclusivité du titulaire d'un accord-cadre : le débat a-t-il encore lieu d'être ?

Solution. – A l'occasion d'un jugement rendu le 26 mars 2024, le tribunal administratif de Grenoble estime qu'en l'absence de réglementation en ce sens ou de clause dans le marché, le titulaire d'un...

FONCTIONS PUBLIQUES ET RH

2109 La consécration de la présomption d'urgence dans le référé-suspension en matière de fonction publique

Solution. – En cas de mesure prise par l'Administration à l'égard d'un agent public, ayant pour effet de le priver de la totalité de sa rémunération pour une durée excédant un mois, l'urgence est...

PROCÉDURE CONTENTIEUSE

2110 Désistement d'office prévu par l'article R. 612-5-2 du CJA et désistement d'office par l'article R. 612-5-1 du même code : comparaison n'est pas (toujours) raison !

La cour administrative d'appel de Versailles a été saisie d'un appel formé contre une ordonnance par laquelle une présidente du tribunal administratif de Versailles avait prononcé un désistement...

RESPONSABILITÉ

2111L'octroi d'avantage injustifié par un élu, une jurisprudence encore balbutiante C. comptes, 16 déc. 2024, n° S-2024-1528, Cne Richwiller

Cette décision de la Cour des comptes qui condamne un maire à 1 000 € d'amende pour avoir réquisitionné le comptable public en vue du versement d'une prime irrégulière de fin d'année à ses agents...

URBANISME / AMÉNAGEMENT

2112 Contestation d'une autorisation d'urbanisme : précisions sur l'appréciation en référé de sa complète exécution et l'immédiateté du voisinage

Solution. – L'arrêt commenté présente deux intérêts. D'une part, il reconnaît la qualité de voisins immédiats aux requérants en relevant que certaines des parcelles leur appartenant sont immédiatement...